

**ESPERANCE DES PEUPLES
ET
MISSION DE L'ÉGLISE**

Documents d'analyse et de réflexion

octobre 2007

rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française



**Centre AVEC, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>**

Espérance des peuples et mission de l'Église

Introduction

Cette analyse a été élaborée en vue d'une intervention dans un colloque organisé à Leuven par « Omnes Gentes » (un partenariat qui regroupe *Missio* Belgique, l'Institut international *Lumen Vitae* et les facultés de théologie de la Katholieke Universiteit Leuven et de l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve). Ce colloque qui s'est tenu du 18 au 20 octobre avait pour thème : « Migrations, provocations de l'esprit ». Il a été organisé avec la collaboration du Centre AVEC. Ma réflexion se situe à la croisée d'une longue familiarité avec les problèmes des migrations (notamment à travers mon engagement dans le Front antiraciste de Schaerbeek et dans le MRAX, Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie) et d'une réflexion théologique menée au Centre AVEC sur l'engagement social et citoyen des chrétiens. Mon implication dans le monde des migrations depuis presque trente ans me permet d'en dire quelque chose aujourd'hui ; mon parcours spirituel et la réflexion théologique et sociale du Centre AVEC expliquent et fondent le regard que je pose sur l'interpellation qu'elles constituent. Dans une première partie, j'évoquerai donc les migrations d'aujourd'hui en soulignant leur caractère universel dans le contexte de la mondialisation. Dans une seconde partie, je jetterai sur elles le regard de la foi qui les découvre comme une expression privilégiée de la force de vie, de résistance et de subversion dont les peuples sont porteurs. Dans une troisième partie enfin, j'espère montrer que la mission de l'Église est au service de cette espérance des peuples dans laquelle s'incarne le Royaume de Dieu.

La question sociale est devenue mondiale

« Aujourd'hui, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale », ainsi s'exprimait le pape Paul VI en 1967, quinze mois après la clôture du Concile, dans l'introduction de son encyclique sur le développement des peuples *Populorum Progressio*.¹ Et il poursuivait en résumant la situation par une phrase lapidaire : « Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence ». L'ouverture au monde opérée par les encycliques de Jean XXIII *Mater et Magistra* et *Pacem in Terris* et confirmée par le Concile dans la Constitution *Gaudium et Spes* était portée par un souffle d'optimisme, bien reconfortant parce qu'il signifie un radical changement de regard sur la réalité humaine mais qui, à distance, peut paraître un peu naïf. Paul VI, très sensibilisé aux situations d'injustice, comme le montrera notamment l'impulsion qu'il va donner à l'engagement de l'Église d'Amérique latine pour les pauvres, introduit dans le regard des chrétiens sur l'avenir du monde cette dimension dramatique. Il rappelle sa visite à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 4 octobre 1965 où, dit-il, « nous nous fîmes, devant ce vaste aréopage l'avocat des peuples pauvres » (4) et il tient à adresser, non seulement à « ses fils catholiques et à ses frères chrétiens mais aux hommes de bonne

¹Paul VI, *Populorum Progressio*, (26 mars 1967), 3. Voir l'édition, avec introduction et commentaire, par l'Action populaire, Paris, Spes, 1967.

volonté » son « appel solennel à une action concertée pour le développement intégral de l'homme et le développement solidaire de l'humanité » (5).

Quarante ans plus tard, la formule est plus pertinente que jamais. Le paysage des inégalités dans le monde s'est fortement diversifié et compliqué : l'opposition dualité pays développés - pays sous-développés ne rend plus compte de la réalité : il y a les pays développés, avec de larges zones de misère, l'ancien bloc de l'Est où se creusent les différences entre bénéficiaires du progrès et laissés pour compte, les pays émergents où se reproduisent à large échelle les contrastes brutaux de la première ère industrielle, un monde musulman déchiré par toutes sortes de frustrations, un continent africain largué... Mais partout l'hégémonie de la finance et de la recherche du profit tire les ficelles de la mondialisation au mépris du développement humain. Et, dans ce paysage implacable, le phénomène des migrations apparaît comme un symptôme, et sans doute le symptôme le plus criant, le plus global du désordre économique et social mondial. Il donne à la formule de Paul VI une nouvelle actualité. La question sociale est devenue mondiale, non seulement en ce sens qu'elle se pose au niveau de l'ordre du monde, comme le pape le proclamait, mais en ce sens que tous les désordres du monde ont, par les migrations, leurs répercussions dans tous les pays du monde, que les populations marginalisées envoient en quelque sorte leurs ambassadeurs et leurs témoins sur tous les continents. Par les migrations, la question sociale mondiale est aujourd'hui parmi nous, dans nos murs, dans nos villes.

Le phénomène des migrations n'est évidemment pas nouveau. C'est par les migrations qu'au long des millénaires, la terre s'est peuplée. Les États-Unis, l'Australie sont des pays essentiellement construits par des migrations qui ont d'ailleurs presque détruit les populations autochtones. Et quand on parle des États-Unis, on ne peut omettre de mentionner cette autre sorte de migration, cet immense et criminel déplacement forcé de population que fut la traite des Noirs. Pour nous en tenir à un passé plus récent et à des faits plus proches de nous, le développement économique et le progrès social de nos pays d'Europe Occidentale dans les trente années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale ont été rendus possibles par l'apport massif d'une main d'œuvre immigrée qui assumait les emplois non qualifiés, durs et dangereux dont ne voulaient plus les citoyens de ces pays. Cette immigration d'ailleurs, pour réglée et concertée qu'elle ait été dans le cadre de nos politiques économiques et des accords bilatéraux, avait quelque chose de sauvage parce qu'en un premier temps du moins elle ne s'intéressait qu'à la force de travail et à son rendement immédiat et n'envisageait guère, derrière les travailleurs, les êtres humains et leurs familles. Nous reviendrons un peu plus loin sur la réalité bien spécifique des nombreuses populations d'origine immigrée, deuxième, troisième, quatrième générations, descendants de ceux qui sont venus dans les années 50 et surtout 60 et qui peuplent, chez nous, les quartiers, ailleurs, les banlieues populaires. Mais, quoi qu'il en soit des courtes vues des politiques d'immigration de l'époque, on peut dire que les travailleurs immigrés en provenance d'Italie, d'Espagne, de Grèce, du Portugal, puis du Maroc, d'Algérie et de Turquie vers l'Europe Occidentale industrialisée, entre la fin de la guerre et plus ou moins 1974, étaient sûrs de trouver du travail et, en règle générale, entamaient un parcours de promotion économique. Entre la demande et l'offre il y avait correspondance. La main-d'œuvre immigrée était bienvenue, voire ardemment souhaitée, même s'il y avait une fameuse distance entre le paradis que promettaient les brochures de propagande envoyées dans les pays de réserve de main-d'œuvre et la réalité qui attendait ces futurs ouvriers et leurs proches. Cette relative harmonie a pris fin dans nos pays avec l'arrêt de l'immigration (de travail) vers 1974.

Une autre filière fonctionnait relativement bien et a continué à fonctionner sans confusions pendant une dizaine d'années encore : c'était l'asile. Dans le monde divisé en deux par la guerre froide, les murs empêchaient les gens de sortir, pas d'entrer et d'être accueillis. Les grandes crises qui déchiraient des pays communistes (Hongrie, Vietnam...) ou des dictatures en Occident (Grèce, Chili...) et provoquaient un flot particulier de réfugiés et de misères, suscitaient aussi une large solidarité internationale. Rappelons par exemple qu'en 1979, face aux situations de détresse dans lesquelles se trouvaient les réfugiés du Vietnam et devant le refus des pays voisins de les accueillir, un premier ministre de Grande-Bretagne prit l'initiative d'une conférence internationale où les pays occidentaux s'engagèrent à prendre leur part de cet accueil. À la suite de quoi, plus d'un million deux cent mille réfugiés vietnamiens furent accueillis par la plupart des pays occidentaux (contingents). Mais cette autre gestion relativement harmonieuse d'un flux migratoire bien spécifique a pris fin à son tour au milieu des années 80, avec un flux beaucoup plus diversifié, moins clairement défini et moins gérable de demandeurs d'asile originaires de tous les pays du monde (on peut dire : de toutes les crises du monde) qui cherchaient à s'engouffrer dans ce dernier guichet ouvert après que l'immigration de main-d'œuvre ait été stoppée dix ans plus tôt.

Ce qui caractérise les migrations d'aujourd'hui, en même temps que leur mondialisation, c'est leur dérégulation généralisée. Il n'y a plus aucune correspondance entre la demande et l'offre, entre, d'une part, les multiples motifs qui poussent les gens à quitter leur pays et à chercher à vivre et à travailler ailleurs, et, d'autre part, les capacités et les volontés d'accueil des habitants et des responsables économiques et politiques de tous ces « ailleurs ».

Les motifs qui poussent à partir sont infiniment divers. Même si la filière de l'asile est manifestement tentée par beaucoup de personnes qui n'ont pas vraiment de titre à être reconnues réfugiées aux termes de la Convention de Genève, il y a encore tout de même, de par le monde, assez de situations de violence et de formes de persécution pour générer un fort contingent de migrants forcés. Le droit européen a reconnu d'une certaine manière l'existence d'une zone floue autour de la définition du réfugié (menacé personnellement) en reconnaissant la notion de la protection subsidiaire. Mais le motif le plus répandu est sans doute la dureté et la précarité de la vie qu'on mène et la recherche et l'espoir d'une vie meilleure. Dans ce cadre, beaucoup de cas de figures sont possibles : ou bien, la situation est tellement dure qu'il faut la fuir à tout prix, n'importe comment ; ou bien, le plus souvent, c'est la promesse et le projet d'un emploi mieux rémunéré, d'une réussite économique et sociale, d'un sort meilleur qui poussent les gens à tenter l'aventure. Car ce ne sont en général pas les plus déshérités qui entreprennent d'émigrer, tant un tel dessein requiert d'énergie. Mais entre le rêve et la réalité, la distance est grande. Le mirage de la société d'abondance, presque partout présent grâce à l'universalité des media, fait hélas bien des victimes. Le message de Yaguine et Fodé, ces deux jeunes Guinéens découverts morts de froid sur le train d'atterrissage d'un avion de ligne, exprime de façon poignante ce que peut être l'espoir désespéré des laissés pour compte de la mondialisation.

Car les portes auxquelles ils frappent restent obstinément fermées. Il faut passer par les fenêtres, s'infiltrer par les trous. En fait il y a beaucoup de trous. Dans un monde où les capitaux, les marchandises et l'information circulent sans frontières, il est quasiment impossible de contrôler les flux de personnes. Mais il n'y a pas d'accueil, il n'y a pas d'offre pour répondre à la demande. La mentalité générale dans les pays industrialisés qui attirent les migrants est une sorte de peur d'être envahis, débordés. Selon la célèbre formule, prononcée effectivement par Michel Rocard mais qu'on cite toujours en la tronquant de sa

seconde partie : « Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde » (Rocard ajoutait : « mais nous devons en prendre une part »). La méfiance caractérise en particulier la politique d'asile de nos pays dont on a pu dire qu'elle a oublié la notion de protection pour lui substituer celle de contrôle. De larges secteurs de l'emploi sont occupés par des immigrés travaillant au noir, des pénuries de main-d'oeuvre apparaissent un peu partout et périodiquement les experts, les employeurs, les politiques posent la question d'une nouvelle immigration. Mais l'immigration de main-d'oeuvre reste toujours officiellement stoppée. Périodiquement, dans tel ou tel pays, une opération de régularisation légalise le séjour de quelques milliers, voire centaines de milliers de personnes mais aucune solution durable et régulière (aucune « régulation » à proprement parler) n'est apportée. Entre la rigueur affichée par les uns et les accommodements consentis par les autres, entre le cynisme des administrations et les protestations d'une partie de l'opinion démocratique, l'Union européenne est incapable de définir une politique commune face à un problème aussi important et à un drame aussi douloureux que l'arrivée massive d'immigrants d'Afrique Noire ou d'Orient à travers la Méditerranée ou vers les Canaries.

Les nouvelles migrations internationales et la frilosité des pays industrialisés à leur ouvrir leurs portes ont finalement les mêmes causes. La globalisation économique crée un marché mondial, dominé par le souci exclusif du profit. Entraînées dans ce marché, les économies des pays moins développés ou émergents sont bouleversées et le niveau de l'emploi baisse drastiquement. Des secteurs entiers de production disparaissent, « la flexibilité des marchés accule des contingents toujours plus nombreux de travailleurs dans la voie sans issue de l'exclusion sociale... Le noyau de la question sociale aujourd'hui est à nouveau l'existence d'inutiles au monde, de surnuméraires, et autour d'eux, d'une nébuleuse de situations marquées par la précarité et l'incertitude des lendemains qui attestent la remontée d'une vulnérabilité de masse... On en reviendrait à la parabole du banquet de Malthus : un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut leur demander et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit à réclamer la moindre part de nourriture et, en réalité, il est de trop »². L'émigration est donc le produit de la marginalisation. Mais les pays développés affrontent le même problème : il y a aussi le chômage, il y a aussi des exclus, des marginalisés dans les populations autochtones. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, atténués toutefois par le réseau des garde-fous sociaux élaborés dans les années antérieures et farouchement défendus. Le phénomène des migrations mondiales est le signe de ce qu'on a pu appeler le « désordre économique mondial », la dérégulation globale du marché livré à la recherche du profit. L'aporie à laquelle se heurtent les politiques d'immigration est la manifestation la plus éloquente du retard de la démocratie sur les puissances financières. Les filières de migration clandestines, avec tous les abus et les exploitations qu'elles comportent sont le symptôme morbide et douloureux de ce désordre, en même temps que, souvent, la seule issue au désespoir.

Reste que les migrations ont lieu et que les migrants sont là. J'ai évoqué tout à l'heure les seconde, troisième, quatrième générations issues des travailleurs migrants de l'après-guerre. Aujourd'hui il n'est pas rare d'entendre un « ancien » immigré se plaindre de la concurrence des nouveaux. Car l'ancrage dans le pays ne s'est pas toujours accompagné d'un succès économique et d'une ascension sociale. Beaucoup d'enfants d'immigrés se retrouvent dans les mêmes couches sociales, dans les mêmes quartiers, les mêmes écoles que les

² Thierry LINARD de GUERTECHIN, *Globalisation des marchés et migrations internationales*. Analyse du Centre Avec, juillet 2006, www.centreavec.be

nouveaux venus. Personne ne peut ignorer les soulèvements des banlieues parisiennes. Personne ne peut ignorer non plus la fièvre raciste qui s'empare quelquefois de groupes autochtones plus ou moins marginaux. En ce sens, la présence parmi nous de groupes humains d'origines et de traditions différentes fait de notre société une société ethnique³, où la coexistence des riches et des pauvres, des intégrés et des exclus se double d'une autre coexistence et d'un autre défi : celui du choc ou de l'harmonie de cultures, de conceptions de la vie, de religions différentes. Les répercussions du conflit israélo-palestinien chez les jeunes « arabo-musulmans » de Bruxelles tentés de s'identifier aux militants de l'intifada ne sont qu'un indice parmi d'autres de ce grand enjeu.

La question sociale est devenue mondiale. Le mot de Paul VI, quarante après, a pris une nouvelle acuité et un nouveau sens : nous ne sommes plus dans le rapport relativement simple entre un Nord développé et un Sud sous-développé mais nous assistons dans le monde entier à une concentration croissante de la richesse et du pouvoir économique qui engendre une foule d'exclus. C'est cette foule qui s'est mise en marche avec les nouvelles migrations. Elle est aujourd'hui dans nos murs. L'interpellation de Paul VI est plus urgente, plus proche que jamais. Qui relèvera le défi ?

L'espérance des peuples.

Lors d'une rencontre récente sur les migrations, à un participant qui lui demandait ce qui pourrait faire obstacle à l'hégémonie de l'argent et corriger ses abus, Talbia Belhouari, députée fédérale socialiste d'origine marocaine (malheureusement non réélue en juin dernier) répondait : la force des peuples. Cette réponse me paraît très juste, fondamentale. Elle m'a inspiré le titre de cet exposé et en particulier de sa seconde partie. J'ai pensé aussi au titre de ce périodique, récemment arrêté, *Espérance des peuples* qui avait lui-même pris le relais d'un autre titre *Espérance des pauvres* et qui, dans une précieuse revue de presse, faisait écho à tous les efforts de libération et de développement des déshérités de par le monde. Pour sortir de l'indifférence ou du découragement, il importe de corriger notre regard et de découvrir le plus important. Et le plus important, c'est l'être humain et sa liberté. Malgré une pensée dominante qui voudrait imposer les lois de l'économie comme si elles étaient naturelles et inéluctables, malgré une évolution capitaliste qui concentre de plus en plus la richesse et la puissance en quelques lieux et en quelques mains, malgré une évolution globale du marché du travail qui tend à substituer à l'oppression des prolétaires l'exclusion des inutiles, le facteur humain ne pourra jamais être écarté. Et cela pour deux raisons au moins. Parce que, tout d'abord, si opprimés ou exclus qu'ils soient, les êtres humains, enfants, femmes, hommes existent, ils sont la masse dont le travail, la consommation et même l'asservissement et la destruction continuent à constituer le soubassement de l'humanité et le fondement de toute vie et de toute richesse. Ils sont ensuite la force qui peut contester le désordre établi, nouer la résistance, inventer des alternatives. Subsister, durer dans la patience pour garder ainsi au monde un visage humain et être en même temps un ferment de subversion, qui ronge les pouvoirs tyranniques et prépare un autre monde, c'est cela la force des peuples, l'espérance des peuples.

Or les migrants (les migrations internationales d'aujourd'hui) réalisent par excellence cette double figure. Ils sont les victimes directes des pauvretés structurelles produites par la

³ Je fais allusion au livre d'Albert BASTENIER, *Qu'est-ce qu'une société ethnique ?* Paris, PUF, 2004

mondialisation capitaliste, expulsés de leurs pays par la misère, marginalisés et exploités dans la terre vers laquelle les poussait leur rêve ou leur projet. Mais ils se sont mis debout, ils sont partis, ils résistent. Ils sont les signes vivants de l'injustice du monde mais par leur projet migratoire, ils contestent cette injustice ; par leur ténacité à le réaliser dans un pays de destination qui les accueille si mal, ils ébranlent son hégémonie. Je cite un article de la revue brésilienne Remhu : « Soit comme personnes qui apportent avec elles la richesse de leur culture et de leur histoire, soit comme participants du mouvement qui rompt les barrières mises à la libre circulation internationale des travailleurs, les migrants font partie de facto des forces qui luttent pour un autre type de monde »⁴

Nous nous garderons d'idéaliser le tableau. Il y a globalement dans le phénomène migratoire beaucoup d'irrationnel, d'arrivisme égoïste, de concurrence féroce, d'exploitation mutuelle, voire de déviations criminelles. Ni plus ni moins sans doute que dans la société en général. Sauf que la dérégulation globale dont j'ai parlé plus haut favorise évidemment le recours aux voies obliques. Mais on ne peut pas ne pas être dans l'admiration pour la force de vie qui permet à tant de migrants d'affronter tant d'obstacles, de prendre tant de risques, de tenir bon dans des situations de misère, d'insécurité et d'exclusion, de supporter tant de rebuffades. Et aussi de trouver les issues, les parades, de se débrouiller, d'inventer des solutions aux problèmes, de nouer des relations, de créer des réseaux. À ce simple niveau de la vie, de la subsistance, avant même tout engagement social ou politique, on ne peut plus considérer seulement les migrants comme une partie de « la misère du monde » malheureusement échouée sur nos rivages, ils sont beaucoup plus une partie de « la richesse du monde » qui nous est ainsi offerte. Et qui devient notre richesse. En disant cela, je n'entends nullement assimiler les migrants et les dissoudre dans un « nous » préexistant mais construire avec eux une société dont ils soient partie intégrante. C'est dans cette perspective qu'il y a maintenant 18 ans, le premier rapport du Commissariat Royal à la Politique des Immigrés (Madame Dhondt) avait coupé les ailes au mythe du retour des immigrés et fait accepter par l'opinion et le monde politique que la seule perspective raisonnable était une intégration des immigrés et de leurs descendants à la société commune, unissant le respect de certaines valeurs communes fondamentales dans un État démocratique et pluraliste moderne et l'accueil de la diversité culturelle comme enrichissement mutuel, unissant aussi en principe les obligations et les droits⁵.

C'est tant bien que mal que cette orientation politique est mise en œuvre, à travers beaucoup d'insuffisances, d'illogismes, d'injustices, de conflits. Mais c'est à cela que la vie pousse ; la vie de nouveau, la force des peuples. Car il y a les enfants. La descendance des immigrés de l'après-guerre en est à la troisième, voire la quatrième génération. Malgré de très belles trajectoires d'ascension économique et sociale, - et notamment dans notre pays une forte présence d'élus d'origine étrangère dans la représentation politique à tous les niveaux - la majorité de cette population reste confinée dans les couches les moins favorisées de la société et subit encore des discriminations de toutes sortes ; parallèlement la tentation de repli communautariste existe. Mais le temps fait son œuvre. Il y a plus de 25 ans, lors de l'inauguration d'une fresque murale dans un quartier de St Josse, le bourgmestre Guy Cudell, un précurseur en matière d'accueil de la diversité culturelle, déclarait devant une foule de mères turques ou maghrébines : « Vos enfants sont nos enfants ». Aujourd'hui,

⁴ Ivo Poletto, « Migração- Direito ou subversão ? » *REMHU (Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana)*, 2006, n° 26-27, p.21 (traduit du portugais).

⁵ Voir *L'intégration : une politique de longue haleine*. Volume I : Repères et premières propositions. (Premier rapport du Commissariat Royal à la Politique des Immigrés), novembre 1989, pp. 38-39.

il n'est pas rare que des écoles de quartiers populaires accueillent des élèves de 20, 30, voire 40 nationalités différentes. À l'entrée de l'école on voit confluencer les mères turques, marocaines, africaines, polonaises, latinos dans les toilettes les plus diverses, amenant des enfants qui eux, avec la variété de leurs frimousses, se coulent dans les mêmes gammes de vêtements que tous les petits enfants de nos pays. Il y a la poussette aussi : les mêmes poussettes hissées dans les trams avec la même détermination par les mamans en longs manteaux et longs voiles et les mamans en jeans et grands décolletés d'été.

Vous direz que je fais du lyrisme facile. Je pense pourtant qu'il est fondamental de reconnaître cette réalité multiple et mouvante de l'immigration et de la multiculturalité, non seulement comme effet des désordres mondiaux et problème posé à notre société mais comme réalité de vie et terreau où peuvent pousser des solidarités nouvelles. Ces solidarités ne vont pas toujours plus loin que la communauté d'origine, nationalité, voire région, village ou famille ou encore religion. Mais elles s'ouvrent aussi plus largement. Et je pense ici à l'infinie diversité du mouvement associatif, des maisons de quartier, maisons des femmes, maisons de jeunes dont le public ne cesse de se diversifier à mesure que de nouveaux migrants arrivent. Dans l'article de la revue brésilienne *Remhu* que j'ai déjà cité, Ivo Poletto relève comment les jeunes d'origine étrangère des banlieues françaises, après s'être battus, y compris par la violence, pour se faire reconnaître dans leurs droits de Français, ont joué un rôle important dans la mobilisation de tous les jeunes contre le projet de loi sur le premier emploi. Chez nous, depuis trois ans, les demandeurs d'asile et autres personnes sans papiers se sont organisés dans l'UDEP (Union de Défense des Sans Papiers) ; c'est l'UDEP qui a lancé, soutenu et géré le vaste mouvement d'occupation d'églises et de lieux publics qui, de mars à juin 2006, s'est étendu à tout le pays, a sensibilisé de nombreuses personnes à la question des sans papiers et touché l'opinion publique de telle façon que la question ne pourra plus longtemps être éludée.

On pourrait développer encore bien d'autres aspects par lesquels « les migrants font partie de facto des forces qui luttent pour un autre type de monde ». On pourrait par exemple insister sur l'aspect de rencontre des cultures. La multiculturalité de nos sociétés est aujourd'hui un fait criant. Et la réalité oscille entre la pure juxtaposition dans l'ignorance ou l'indifférence mutuelle, le rejet mutuel avec le repli qu'il implique de part et d'autre et les chocs plus ou moins violents et enfin la rencontre et le dialogue interculturel et les multiples formes qu'il peut prendre. Plus spécifiquement encore, on peut mettre en relief le pluralisme religieux et, comme on dit aujourd'hui, convictionnel. Il s'agit, bien sûr, avant tout de la présence importante de l'islam et de la difficulté de penser et de construire un islam « à l'aise » dans le contexte laïque de l'Europe. Mais aussi des groupes évangéliques de toutes sortes de plus en plus présents dans l'émigration, surtout africaine. Chaque singularité contient sans doute la menace d'un durcissement mais en même temps un appel à s'écouter mutuellement et à partager ses richesses. Surtout on peut légitimement espérer qu'au-delà des différences, les hommes et les femmes de toutes convictions, en vertu même du meilleur et du plus profond de ce qui les fait vivre, s'unissent pour essayer de rendre la société plus juste, plus fraternelle, plus accueillante à tous.

C'est ainsi que les femmes et les hommes qui entreprennent une migration mettent en question le désordre du monde et, en persévérant dans leur projet, contribuent à en ébranler la tyrannie. Ils sont solidaires de facto avec les paysans sans terre qui occupent des latifundia au Brésil, avec les ouvriers menacés de licenciement qui occupent des usines n'importe où dans le monde, avec les femmes congolaises ou bangladaises ou d'ailleurs qui, avec des mini-crédits, créent leur exploitation agricole pour sortir de la misère. Avec, avec,

avec...Entre toutes ces tentatives des peuples pour se mettre debout et vivre, il y a une solidarité profonde ; par les liens qu'ils tissent entre les pays et les continents, les migrants donnent à cette solidarité un début d'expression. Des projets plus explicites et organisés comme la Confédération mondiale des syndicats et surtout les forums sociaux mondiaux s'enracinent dans ce terreau et donnent aujourd'hui à l'espérance des peuples une visibilité à l'échelle mondiale. Comme l'affirme le slogan des altermondialistes, « un autre monde est possible ». Dans un article du *Monde*, en décembre 1999, Edgard Morin paraphrasait cet acte d'espérance en ces termes : « L'enracinement et l'élargissement d'un patriotisme terrestre formeront l'âme de la seconde mondialisation qui pourra peut-être domestiquer la première et civiliser la terre ».

Or ce qui est énoncé en termes tremblants d'espoir par le philosophe, en termes de slogan par les militants de l'altermondialisme, dans un regard de foi, nous l'affirmons. Non seulement un autre monde est possible mais il est là, il grandit secrètement au cœur de ce monde-ci partout où des hommes et des femmes se tournent vers les autres, se prennent en charge, s'engagent pour rendre le monde plus juste et plus fraternel. En termes évangéliques, cet autre monde s'appelle le Royaume de Dieu dont Jésus nous a dit qu'il était « parmi nous » (Lc 17,20), qu'il grandit au cœur de ce monde comme le grain jeté en terre pousse irrésistiblement (Mc 4, 26-29) et dont font partie, qu'ils le sachent ou non, tous ceux qui ont donné à manger à ceux qui ont faim, à boire à ceux qui ont soif, ont accueilli l'étranger, ont vêtu celui qui était nu, visité le malade et le prisonnier (Mt 25, 35-36). De ce Royaume, Jésus dit encore qu'il « appartient aux pauvres » (Lc 6,20). Dieu ne veut pas d'un monde dominé par les riches et les puissants, il prend le parti des pauvres ; mais il ne s'agit pas de remplacer une caste par une autre, une domination par une autre, il s'agit de changer les rapports entre les humains, et c'est pourquoi Jésus a encore dit : « Heureux les pauvres de cœur », invitant tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté à lutter avec et pour les pauvres contre toutes les pauvretés, matérielles et spirituelles. Il s'agit de construire une démocratie réelle, sociale, humaine, une société juste dans laquelle chacun trouve sa place ; chaque être humain, si pauvre, si méprisé soit-il, est responsable de cette société juste, porteur de l'espérance des peuples, acteur du Royaume. Résumant l'option pour les pauvres, prise par l'Église d'Amérique latine depuis Medellín et répétée depuis à chaque assemblée générale, y compris la dernière, à Aparecida, Jon Sobrino osait la formule : « Hors des pauvres, pas de salut ». Elle me paraît d'une parfaite justesse et sa portée est universelle.

Mission de l'Église.

C'est dans cette vision du monde que les migrations apparaissent comme provocation de l'esprit : par elles, notre esprit, notre conception du monde et de la vie est déconcertée, provoquée, mise au défi ; en elles, c'est l'Esprit de Dieu qui nous interpelle. Si nous reconnaissons dans la présence des migrants et le projet migratoire une expression privilégiée de l'espérance des pauvres ou des peuples et si nous croyons que celle-ci est le lieu même de la croissance du Royaume, alors ils sont évidemment au cœur de la mission de l'Église. Communauté messianique des disciples du Christ, nous sommes interpellés par ces frères et sœurs humains venus d'ailleurs qui nous apportent leur détresse et leur richesse et attendent notre accueil.

Ceux d'entre eux qui partagent notre foi et notre communion espèrent être accueillis dans nos assemblées et nos célébrations. Pas seulement une petite place dans le fond de l'église, ni même la poignée de mains furtive qu'on partage avec l'inconnu au moment

du baiser de paix. Pas seulement – mais certainement déjà – l'aide matérielle, les petits services rendus, l'accompagnement dans les premières démarches, tout le réseau de solidarité qui peut se nouer autour d'une paroisse ou d'une communauté vivantes. Mais aussi une intégration réelle dans la communauté avec une pastorale qui réponde à leurs besoins, qui les accepte tels qu'ils sont, avec leurs richesses propres, avec leur forme de religion qui peut-être nous bouscule et peut nous sembler dépassée. C'est la responsabilité des Églises locales d'assurer aux communautés étrangères une pastorale appropriée, dans leur langue, avec aussi les prolongements normaux en matière d'entraide et de convivialité. On peut dire que la préoccupation est présente et que, dans beaucoup de cas, malgré la pénurie des prêtres, cela fonctionne bien, quelquefois depuis fort longtemps, quelquefois dans un foisonnement tout neuf. Les pastorales espagnole et portugaise ont vu leur public et sans doute leur climat se renouveler avec l'arrivée en nombre des latinos⁶. Les communautés polonaises se multiplient. Les Africains catholiques se sont souvent intégrés dans nos paroisses francophones, apportant à certaines d'entre elles une nouvelle jeunesse. Mais ils ont aussi des célébrations qui leur sont propres et en plusieurs endroits s'est développée une pastorale anglophone qui regroupe surtout des Africains. Un pas ultérieur est franchi quand, de façon habituelle ou dans de grandes circonstances, les différentes pastorales se retrouvent pour des célébrations communes qui font place aux apports de tous, si surtout, au-delà de la rencontre d'un jour, nos communautés accueillent vraiment l'étranger et se laissent toucher en profondeur.

La présence des migrants diversifie aussi le paysage religieux ; elle ajoute des nuances, des complexités nouvelles, des interpellations inédites dans une société déjà pluraliste. On pense bien sûr tout de suite à la forte présence de l'islam. Mais il faudra aussi tenir compte de plus en plus des églises et communautés évangéliques de toutes obédiences, très présentes en particulier parmi les nouveaux migrants d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine. Une enquête récente avance la proportion de 9 % de « protestants » dans la région de Bruxelles, bien au-delà des 1 ou 2 % que ces communautés représentaient depuis toujours. La communauté catholique, à tous les niveaux, est appelée à inventer des formes inédites, à la fois sages et généreuses de dialogue et de collaboration avec ces frères et sœurs des autres confessions et religions sans oublier que nous nous situons ensemble dans un État laïque et une société pluraliste.

Nous sommes surtout appelés avec les autres, de toutes religions et de toutes convictions, à nous engager dans la construction d'une société juste et fraternelle. J'aimerais citer ici quelques lignes du *Pari pour l'espérance*, texte programmatique de la pastorale francophone du vicariat de Bruxelles, élaboré sous l'impulsion de l'évêque auxiliaire, Mgr Lanneau en 1999 : « L'Église est là pour la société des humains, pour l'espérance du monde... les communautés chrétiennes sont, avec d'autres, au service d'une croissance en humanité. Car le Règne de Dieu est à l'œuvre partout où des hommes et des femmes agissent comme le faisait Jésus, luttant contre tout ce qui empêche de vivre libre et responsable, rendant l'amour de Dieu manifeste à travers l'amour humain »⁷. Cet engagement se décline aux divers niveaux où se nouent les relations et se construit la société. Il va de la relation personnelle : accueil, aide matérielle, accompagnement dans les démarches, bon voisinage... à l'engagement politique, en passant par la qualité du service

⁶ Voir Emmanuelle PICCOLI, *Paroisses catholiques hispanophones et lusophones de Bruxelles ou le religieux comme facteur social et identitaire*. Analyse du Centre AVEC, mai 2007 (www.centreavec.be).

⁷ *Un pari pour l'espérance*. Projet pastoral pour entrer dans le XXI^e siècle. Document présenté par Mgr Paul Lanneau, évêque auxiliaire pour la pastorale francophone, le 6 novembre 1999. Voir aussi le numéro spécial de la revue *Évangile et Justice* « Au cœur de la ville, chrétiens solidaires », n° 78, septembre 2006.

dans les relations professionnelles et par le travail militant par le biais des associations de toutes sortes. Enraciné dans le local, il peut prendre des dimensions nationales, internationales, voire mondiales. Il concerne chaque chrétien personnellement, mais aussi les communautés, les paroisses, les églises locales ; simples chrétiens et responsables qui quelquefois peuvent prendre des positions publiques. Un bon exemple a été récemment l'accueil des sans papiers dans les églises qui a sensibilisé et mobilisé beaucoup de chrétiens et de communautés paroissiales ; à cette occasion, ceux-ci ont non seulement touché du doigt la situation précaire de beaucoup de personnes et l'ampleur du problème des migrations, reflet du désordre mondial mais ils ont aussi découvert des frères et sœurs humains, noué des amitiés et été amenés quelquefois à prendre des décisions courageuses. L'ampleur du phénomène a aussi amené les évêques à prendre publiquement position au nom de l'évangile. Mais ce temps fort de l'engagement des chrétiens ne doit pas faire oublier le travail de fond engagé dans la durée par les mouvements et associations où des chrétiens, souvent en pluralisme, travaillent à aider les migrants de toutes générations à se mettre debout, à prendre conscience de leur dignité et de leurs droits, à tenir leur place dans la société. Chrétiens au service de l'espérance des peuples.

Telle est bien la mission de l'Église. Elle est au service du Royaume de Dieu qui grandit au cœur de ce monde. La conviction qui nous anime et fonde notre action au Centre AVEC est bien que l'engagement social et politique du chrétien n'est pas un devoir dérivé, un apostolat particulier, une exigence secondaire de la foi. Elle est la substance même de la réalisation du Royaume de l'Amour : « J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, etc. » C'est sur tout ce champ de la solidarité humaine que le monde sera jugé, c'est par cette recherche de la justice et de la fraternité sans exclusives que le Royaume, le monde selon le cœur de Dieu grandit. L'Église est dépositaire de la Bonne Nouvelle de ce Royaume : elle l'annonce mais aussi (avec les autres) elle la fait advenir et elle s'efforce d'en être un témoin transparent en vivant dans ses communautés de façon authentique l'échange de la justice et de la charité⁸.

Par les nouvelles migrations, par la présence croissante et diversifiée des migrants parmi nous, l'Esprit aujourd'hui provoque l'Église. Signe incontournable des injustices du monde (toute la misère du monde), les migrants nous arrachent, nous chrétiens d'ici, à l'indifférence et nous invitent à la responsabilité à tous les niveaux. Présence vivante de la diversité des cultures et des convictions (toute la richesse du monde), ils bousculent nos habitudes et renouvellent nos manières de penser et de vivre. Témoins par leur projet de la résistance et de l'espérance des peuples, ils nous ramènent à l'essentiel, le projet de Dieu sur l'humanité, le commandement de l'Amour. La mission des communautés chrétiennes, la mission de l'Église dans son ensemble est d'accueillir ces frères et ces sœurs, de les aider à résister au mal et au malheur, à construire l'avenir, l'autre mondialisation. Dans l'effort commun engagé pour un monde meilleur par toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté, l'apport singulier de l'Église, sa mission, sa Bonne Nouvelle est de dire l'espérance : non seulement un autre monde est possible ; cet autre monde est là, il grandit au milieu de nous.

Jean Marie FAUX
Centre AVEC
octobre 2007

⁸ Cette perspective est développée et fondée dans notre étude *Le chrétien dans la cité*, Bruxelles, Centre AVEC, 2006.